

## Questions orales

d'œuvre et de l'Immigration. D'après une enquête récente menée par le ministère du Travail de l'Ontario, les employeurs refuseraient de plus en plus de gens que leur envoi le Centre de la Main-d'œuvre du Canada. Le ministre a-t-il discuté de cette question très grave avec son homologue provincial? Ont-ils pris des décisions en vue de mettre fin à cette situation, soit par une initiative fédérale soit par une initiative fédérale-provinciale?

**L'hon. Robert K. Andras** (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas précisément discuté de cette question avec le gouvernement de l'Ontario, mais les hauts fonctionnaires de mon ministère étudient en ce moment des questions d'ordre général avec le gouvernement d'Ontario et j'attends de connaître leurs conclusions avant de prendre une décision quelconque.

**M. Alexander:** D'après les rapports de cette même enquête, le taux élevé d'emplois vacants serait attribuable au fait qu'on néglige d'embaucher les femmes, les jeunes et les membres des minorités. Je demande au ministre si des programmes sont mis au point en vue de présenter sous peu des mesures en vue d'aider les gens qui cherchent un emploi et les employeurs qui ont besoin de personnel?

**M. Andras:** Monsieur l'Orateur, de nombreux programmes ont déjà été mis en œuvre et d'autres le seront sous peu; un de ces programmes, et non le moindre, sera lancé bientôt, j'espère; il s'agit de Carrières-Canada—Carrières-Provinces. C'est un programme qui s'adresse surtout aux jeunes et j'espère qu'il pourra être mis en œuvre d'ici deux ou trois mois. Il y a d'autres programmes en vue de faire disparaître les obstacles aux emplois mentionnés par le député.

● (1150)

**M. Alexander:** Le ministre veut-il dire que nous laissons tomber le programme Perspectives-Jeunesse pour le remplacer par celui de Carrières-Canada?

**M. Andras:** Pas du tout, monsieur l'Orateur, je ne vois pas comment on pourrait tirer cette conclusion, même en tenant compte du bref délai dans le cas du député. D'une part, nous avons le programme Carrières-Canada—Carrières-Provinces qui vise à rallier plus efficacement les activités du secteur privé quant à l'embauche de jeunes, tandis que le programme Perspectives-Jeunesse du gouvernement fédéral crée directement des emplois en collaboration avec les provinces.

\* \* \*

[Français]

## L'AGRICULTURE

## L'INDUSTRIE LAITIÈRE—ON PROPOSE L'INDEXATION DES SUBVENTIONS

**M. Roch La Salle (Joliette):** Monsieur le président, je désire poser une question au ministre de l'Agriculture.

A la suite des subventions additionnelles annoncées ce matin pour le lait industriel, et sachant bien que cette augmentation sera rapidement dépassée par l'augmentation des coûts de production, le ministre est-il en mesure de dire s'il est disposé à présenter une mesure ou un système d'indexation aux coûts de production, et quand il présentera cette mesure?

[Traduction]

**L'hon. E. F. Whelan** (ministre de l'Agriculture): M. l'Orateur, j'ai dit que nous avons mis au point une nou-

[M. Alexander.]

velle formule de fabrication de lait industriel au Canada et que nous l'annoncerions sous peu. C'est une chose que nous promettons depuis quelque temps déjà, je le sais, mais lorsque nous l'annoncerons, ce sera une formule qu'on ne trouve nulle part au monde.

[Français]

**M. La Salle:** Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Étant donné que le ministre a récemment déclaré à Montréal qu'une proposition était faite au cabinet à cet effet, peut-il maintenant annoncer à la Chambre s'il favorise cette formule de régime d'indexation en ce qui a trait à la production laitière?

[Traduction]

**M. Whelan:** M. l'Orateur, c'est ce que j'ai dit à Montréal, avant-hier, aux producteurs de lait du Canada et c'est la politique que nous entendons suivre.

[Français]

## ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT PRENDRA DES MESURES VISANT À RÉDUIRE LES COÛTS DE PRODUCTION

**M. Gérard Laprise (Abitibi):** Monsieur le président, je désire également poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Peut-il dire à la Chambre si son ministère ou le gouvernement proposeront bientôt l'adoption de mesures visant à aider les producteurs agricoles, principalement les producteurs de lait, à diminuer leurs frais de production, pour rendre celui-ci plus rentable, sans devoir hausser continuellement les prix?

[Traduction]

**L'hon. E. F. Whelan** (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, si le député veut bien vérifier les faits, les producteurs de lait industriel du Canada ont été plus favorisés que tout autre groupe de producteurs de lait industriel au monde. Depuis 18 mois, nous leur avons accordé une augmentation de près de 40 p. 100, ce que n'a fait aucun autre pays. Aucun autre pays n'établit de formules d'établissement de prix comme nous le faisons, et aucun autre pays n'a soutenu sa production laitière comme nous l'avons fait, quoi qu'on ait pu dire. Nous cherchons sérieusement à soutenir cette industrie. Nous travaillons en collaboration très étroite avec les producteurs laitiers du Canada. Nous travaillons en collaboration très étroite avec la Commission des produits laitiers en vue de mettre sur pied la meilleure politique que nous ayons jamais eue. Elle encouragera les producteurs et leur assurera une certaine stabilité afin qu'ils puissent planifier leur production laitière tout en donnant aux consommateurs un produit meilleur marché et de meilleure qualité que dans les autres pays du monde.

[Français]

**M. Laprise:** Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire. Je pense que l'honorable ministre de l'Agriculture n'a pas bien saisi ma question. Il ne s'agit pas de savoir si l'on va augmenter les prix qu'on paie aux producteurs de lait, mais si le gouvernement a établi une politique visant à abaisser les coûts de production. Je pensais, et je pense encore, que le gouvernement a fait des enquêtes dans le passé au sujet de la machinerie agricole, par exemple, dont le prix est trop élevé. La même chose existe en ce qui a trait aux moulées et aux intérêts que les producteurs de lait doivent payer pour leur production.